

PRÉFET DE L'OISE

Direction départementale  
des territoires

Beauvais, le 7 février 2015

Service de l'eau,  
de l'environnement et  
de la forêt

Monsieur,

En application des articles L.513-1 et R.515-84 du code de l'environnement, vous avez demandé, par courrier du 4 novembre 2013, au titre de la transposition de la directive IED, à bénéficier de l'antériorité pour vos installations situées à Compiègne dont l'activité est autorisée initialement par l'arrêté préfectoral du 31 mai 1994 actualisé par les arrêtés préfectoraux des 9 octobre 1996 et 18 janvier 2011, délivré à la société COFELY.

Je prends acte de votre déclaration. Outre les rubriques déjà visées par les différents arrêtés préfectoraux, vos installations relèvent de la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées :

| Rubrique | Désignation de la rubrique  | Régime | Caractéristiques de l'installation |
|----------|---|--------|------------------------------------|
| 3110     | Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW | A      | 60,85 MW                           |

Conformément à l'article R.515-61 du code de l'environnement :

- la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique n° 3110 ;
- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence au BREF LCP (grandes installations de combustion).

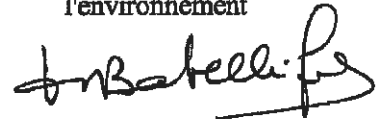
Monsieur Grégoire de CHILLAZ  
Directeur IDF Nord  
Société COFELYRéseaux  
Agence Ile de France  
153, boulevard Anatole France  
93521 SAINT DENIS CEDEX

Conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement, il vous appartient de m'adresser les informations mentionnées à l'article L.515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois suivant la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

Par ailleurs, je vous rappelle que les prescriptions auxquelles votre établissement est déjà soumis demeurent applicables.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,  
le Directeur départemental des  
Territoires et par délégation  
l'adjointe au responsable du bureau de  
l'environnement



Françoise BATELLIYE